



# **MÉTÉO SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST**

**ANALYSE DE L'ACTUALITÉ POLITICO-SÉCURITAIRE AU SAHEL ET  
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

**SEMAINE 3 – MAI 2026**

## Mali : Alghabass Ag Intalla : le nouveau maître de Kidal ?

### Timbuktu Institute - Semaine 3 - mai 2026

La ville de Kidal, dans le nord du Mali, a un nouveau maître : Alghabass Ag Intalla. Alors que la région est en plein cœur des tensions entre l'armée et les rebelles, ce chef touareg a réussi à s'imposer en formant autour de lui une équipe pour diriger la ville. Pour comprendre sa stratégie de contrôle de la situation, il faut regarder son « premier cercle », un mélange stratégique de personnes d'horizons très différents. Autour de lui, on trouve aussi bien des notables touaregs traditionnels que des anciens militaires au fait des techniques de guerre, que des figures proches des mouvements jihadistes. Cette alliance très complexe permet à Alghabass Ag Intalla de maintenir son autorité sur le terrain tout en élargissant sa communication. La formation de ce groupe très organisé autour du nouveau chef de Kidal est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement malien. Cela montre que la rébellion s'organise et se renforce, rendant la reprise de cette zone encore plus difficile pour le pouvoir.

### Les axes routiers : le parcours du combattant

Le trafic routier est en train de vivre ses heures les plus sombres. Les camions transportant de nombreuses marchandises, des denrées alimentaires ainsi que des produits de première nécessité, se voient bloqués en cours de route dès qu'ils tentent d'entrer dans la capitale malienne. La pression exercée par les groupes armés se fait de plus en plus sentir ; et cette stratégie d'imposer un blocus d'une telle ampleur a clairement pour but de paralyser le cœur du pays, fragilisant l'équilibre national.. Les assauts répétés inquiètent les compagnies de transport qui se voient obligées de faire rebrousser chemin aux camions afin de minimiser les pertes tant sur le plan humain que matériel. Les FAMA ripostent en suivant de près les mouvements de ces groupes et assurent de reprendre en main la situation déjà délicate. Contrer ce blocus est primordial afin de permettre aux camions de circuler librement pour permettre le réapprovisionnement de la capitale.

### Quand les opérations militaires impactent lourdement la population civile

Un nouveau drame frappe la population civile au centre du Mali. Au moins dix civils ont perdu la vie lors de frappes de drones menées par l'armée malienne, alors qu'ils se déplaçaient pour célébrer un mariage. L'attaque a touché des véhicules de transport en commun à proximité de la localité d'Amoustarat, située dans la région de Gao. Selon les témoignages de proches des victimes et des autorités locales, le bilan pourrait s'alourdir car plusieurs blessés se trouvent dans un état grave. Ce type d'incidents impliquant l'utilisation des drones par les FAMA se répète régulièrement dans cette zone de conflit, où l'armée traque les groupes armés. Si les autorités militaires défendent l'efficacité de ces outils servant à mieux cibler l'ennemi, les organisations de défense des droits de l'homme sont indignées face à la multiplication des pertes civiles. Pour le régime en place, ce nouveau drame fragilise encore un peu plus le soutien des populations locales dans une région déjà extrêmement instable.

Par ailleurs, on note que l'armée malienne multiplie les offensives sur le terrain et obtient des succès tactiques dans sa lutte contre les groupes terroristes qui déstabilisent la région. Le problème majeur réside dans le fait que ce durcissement des opérations militaires s'accompagne d'une hausse critique des attaques signalées contre les populations locales. Cette stratégie est en train de briser la confiance fragile des habitants des zones rurales vis-à-vis des forces de défense et de sécurité. Ce climat de peur et d'injustice risque fortement de pousser la jeunesse vers les réseaux de recrutement des groupes insurgés.

## L'AES face au crash test malien

L'AES composée du Mali, du Niger et du Burkina Faso traverse sa première crise majeure. Les attaques à répétition dans le nord et le centre du Mali, notamment les frappes qui touchent des civils et l'avancée des rebelles, mettent à rude épreuve la solidarité de l'AES. Alors que l'organisation a été créée pour notamment prouver que les pays du Sahel pouvaient sécuriser la région sans l'aide des puissances étrangères ou de l'ONU, la difficulté à sécuriser Bamako complique la tâche. Pour le Niger et le Burkina Faso, la situation devient intenable. Les trois pays avaient promis de s'entraider militairement, mais le pouvoir malien semble aujourd'hui dépassé sur son propre terrain, ce qui menace la situation sécuritaire de ses voisins. Cette crise pousse les dirigeants de l'AES à revoir leur stratégie de défense : soit ils réussissent à coordonner une réponse militaire commune et efficace pour sauver le Mali, soit l'alliance en prend un coup qui compliquera la suite de la collaboration.

## Les divergences autour du Mali brouillent l'axe Alger-Moscou

Le torchon brûle entre Alger et Moscou. Traditionnellement alliés, les deux pays affichent désormais de profondes divergences concernant la gestion de la crise malienne. L'Algérie voit d'un très mauvais œil l'influence grandissante de la Russie et de ses partenaires militaires au Mali, une présence qu'elle juge déstabilisante pour sa propre sécurité frontalière et qui piétine ses efforts diplomatiques historiques dans la région. Pour marquer son mécontentement de manière spectaculaire, Alger a brisé sa neutralité habituelle. L'ambassadeur d'Algérie en Ukraine s'est rendu sur le site d'une frappe de missile russe à Kiev, qualifiant ouvertement l'acte d'attaque. Ce geste diplomatique fort est un message direct envoyé au Kremlin : pour protéger ses intérêts stratégiques au Sahel, l'Algérie est prête à bousculer son alliance avec son principal fournisseur d'armes.

## Conséquences des attaques : le verrouillage du pouvoir par le Président Goïta ?

Le pouvoir militaire en place à Bamako a parfaitement su utiliser le choc psychologique et sécuritaire provoqué par les attaques du 25 avril pour renforcer son contrôle politique sur l'ensemble du pays. Cette crise sécuritaire majeure a servi pour centraliser l'intégralité des leviers de la défense nationale et de la sécurité publique entre les mains du président de la transition. En prenant le contrôle total de l'appareil militaire, le Président Assimi Goïta a réussi à faire taire l'opposition démocratique et à étouffer les critiques provenant de l'intérieur même du régime. Cette méthode de gouvernance permanente écarterait désormais toute perspective de retour à un pouvoir civil ou de transition démocratique à court terme au Mali.

## La peur de perdre leurs terres divise les communautés

Les déplacements forcés de milliers de personnes et les vagues de violences répétées sur le territoire alimentent aujourd'hui des discours locaux très inquiétants concernant une potentielle perte des territoires habités. Ce conflit du Sahel, perçu au départ comme une crise purement sécuritaire contre le terrorisme, prend désormais une tournure identitaire extrêmement dangereuse pour l'unité nationale. Les habitants des régions touchées perçoivent parfois les opérations de l'armée non pas comme une libération, mais comme une tentative d'exclusion de leurs territoires ancestraux, ce qui rend la réconciliation nationale difficile. Cette fracture sociale fragilise les alliances communautaires et attise les tensions anciennes qui dépassent le simple cadre de la guerre contre les insurgés.

## L'allié russe accusé d'utiliser des armes interdites

Les forces russes du groupe Africa Corps, partenaires officiels du gouvernement de Bamako, font face à des accusations formelles très graves concernant l'utilisation massive d'armes à sous-munitions lors de frappes aériennes sur des zones habitées par des civils. Pour la junte malienne, le choix d'autoriser l'emploi de ces munitions interdites par les traités internationaux démontre une volonté claire d'éradiquer la rébellion à n'importe quel prix, sans se soucier des terribles dégâts collatéraux humains. Cette utilisation d'armes interdites isole encore un peu plus la diplomatie malienne sur la scène internationale tout en créant un danger durable pour les populations civiles de la région. Les débris de ces bombes continuent de menacer les populations bien après les combats, bloquant le retour des agriculteurs dans les champs.

## Niger - L'attaque de Garbougna : une preuve des failles de l'armée ?

Timbuktu Institute - Semaine 3 - mai 2026

Le lourd bilan humain enregistré lors de l'attaque violente contre la base militaire de Garbougna vient rappeler de manière brutale la vulnérabilité persistante des positions de l'armée nigérienne. Ce revers tactique, qui a coûté la vie à au moins soixante soldats professionnels, prouve de façon évidente que les groupes armés conservent une capacité majeure de planification et de coordination au Sahel. Les assaillants parviennent encore à déborder les systèmes défensifs mis en place, démontrant ainsi que le contrôle total du territoire est loin d'être acquis par le gouvernement de transition de Niamey. Cette réalité du terrain contraste fortement avec les discours officiels rassurants sur la montée en puissance technologique et logistique des troupes nationales.

### Le blocus des frontières : les grandes opérations

Pour faire face à la dégradation de la sécurité et à l'existence de frontières où sont le théâtre d'attaques à répétitions, le gouvernement du Niger réagit en ouvrant deux nouveaux fronts militaires importants aux limites territoriales de l'Algérie et du Tchad. L'échéance stratégique de cette manœuvre est de bloquer l'avancée des groupes armés mobiles et de paralyser les réseaux de trafiquants en coupant définitivement leurs routes traditionnelles de ravitaillement logistique et de repli. En envoyant des troupes spéciales dans ces zones désertiques difficiles d'accès, le Niger tente de réaffirmer la souveraineté de l'État sur ses marges géographiques et de rassurer ses partenaires régionaux face à la menace transnationale.

### L'accord pétrolier avec la Chine : un nouveau souffle pour l'économie

La signature définitive du nouvel accord d'exportation pétrolière conclu entre le Niger et la Chine apporte une aide financière indispensable pour la survie économique du régime militaire de Niamey, après plus d'un an de blocages techniques et de fortes tensions politiques. En sécurisant les revenus de l'or noir avec la compagnie d'État chinoise Pékin, le pouvoir nigérien obtient enfin les fonds nécessaires pour financer son effort de guerre lourde et payer ses opérations militaires transfrontalières. Cet accord commercial majeur permet au régime militaire de résister efficacement à l'isolement financier international et de faire face aux pressions ou aux sanctions économiques imposées par certains pays occidentaux traditionnels. Le pétrole brut devient ainsi la principale arme diplomatique du Niger pour préserver son autonomie politique et consolider sa politique de rupture dans la sous-région.

## Bénin : Sous le signe de la continuité, Romuald Wadagni prend les commandes

### Timbuktu Institute - Semaine 3 - mai 2026

Il sera le cinquième président élu depuis l'avènement du renouveau démocratique en 1990. Le 24 mai, au palais présidentiel de Cotonou, Romuald Wadagni a été officiellement investi président, succédant à Patrice Talon après une décennie au pouvoir. Élu le 12 avril avec plus de 94 % des suffrages face à un opposant de faible envergure, sa victoire fut une formalité. A l'âge de 49 ans, l'ex-ministre de l'Économie entre en fonction pour un mandat de sept ans renouvelables. Dans son discours d'investiture, Wadagni s'est employé à mettre l'accent sur l'exigence de poursuivre les chantiers lancés par son prédécesseur, dans une dynamique de continuité. Néanmoins, il n'a pas manqué d'insister sur la nécessité de rendre tangible la croissance économique, promesse déjà formulée lors de sa campagne électorale : « Une croissance nationale n'a de sens que lorsqu'elle devient visible dans la vie ordinaire des populations », a-t-il reconnu. Dans un pays où la majorité de la population a moins de vingt-cinq ans, le nouveau s'est voulu porteur d'espoir : « Aux jeunes du Bénin qui refusent les fatalités anciennes et veulent réussir ici chez eux par leur travail, je veux dire ceci : le Bénin croit en vous et il vous donnera les chances de réussir ».

En outre, deux défis majeurs l'attendent. Sur le plan sécuritaire, le nord du pays reste exposé aux attaques djihadistes récurrentes. A ce propos, Wadagni promet que « l'Etat sera ferme face à tout ce qui menace notre cohésion et notre sécurité ». Sur le plan diplomatique, le nouveau président s'est montré conciliant en appelant « à travailler ensemble » avec ses voisins régionaux – Niger et Burkina Faso en particulier – qui accusent d'ailleurs régulièrement Cotonou de vouloir les déstabiliser. Signe encourageant s'il en est, le Premier ministre nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine fut chaleureusement accueilli, et les ministres burkinabè et malien des Affaires étrangères étaient également présents à la cérémonie. Sur un autre volet, alors que Wadagni a assuré « la liberté de la presse parmi les priorités », l'état des libertés civiles et individuelles sera l'une des principales focales à scruter dans les mois à venir, dans un pays où certains ne manquaient pas de souligner un virage autoritaire de l'ex-président Talon. Enfin, à peine investi, le nouveau président a nommé son premier gouvernement, composé de 24 membres parmi lesquels figurent plusieurs anciens ministres de l'ère Talon.

### Plus de 90 kg de cocaïne saisis

Au cœur de l'Afrique de l'Ouest devenue une plaque tournante du narcotrafic maritime mondial, Cotonou continue d'occuper une place de choix. Du 16 au 17 mai, l'Unité spéciale de Police fluviale et maritime du Bénin a saisi plus de 90 kg de cocaïne dans le port de Cotonou. Les agents ont ainsi découvert cinq ballots de la substance dissimulés dans la crépine d'un navire battant pavillon étranger, lors d'une opération de surveillance dans le bassin portuaire. Les analyses ont confirmé la nature des produits, qui ont été remis à l'Ocetid ( Office central de répression du trafic illicite des drogues et des précurseurs) pour la poursuite des investigations. Compte tenu de la grande quantité saisie, celle-ci pourrait témoigner autant des progrès opérationnels des forces de sécurité, mais aussi et surtout de l'ampleur persistante des flux de cocaïne transitant par le golfe de Guinée vers les marchés européens. Dans la mesure où les liens et connexions entre réseaux criminels et djihadistes sont établis par nombre d'études, cette grosse saisie vient rappeler l'étendue des défis sécuritaires auxquels devra faire face le nouveau gouvernement du pays.

## Cameroun : La fête de l'unité nationale, une célébration en demi-teinte ?

### Timbuktu Institute - Semaine 3 - mai 2026

Depuis 1972, tous les 20 mai, le Cameroun célèbre sa fête nationale de l'Unité nationale. Celle-ci commémore l'adoption par référendum en 1972 de l'Etat unissant les parties anglophone et francophone, remplaçant ainsi la structure fédérale du pays. Le thème choisi cette année était « L'unité nationale, pilier de notre défense et socle du développement du Cameroun ». Cette grand-messe nationale a vu comme à l'accoutumée, le président Paul Biya présider le défilé militaire et civil sur le Boulevard du 20 mai à Yaoundé. Toutefois, au-delà du faste civil, la fête de l'Unité nationale semble avoir projeté un tableau à la fois contrasté et fidèle du Cameroun de Biya. En effet, plusieurs signaux furent remarquables. Au premier chef, la position protocolaire de Franck Biya, fils du président, placé plus près de son père que le secrétaire général de la présidence Ferdinand Ngoh Ngoh a relancé de plus belle, les spéculations sur sa possible nomination au poste de vice-président, réinstauré en avril dernier. Par ailleurs, la surprenante absence du chef d'état-major des armées René Claude Meka n'est pas passée inaperçue. Âgé de 87 ans, le plus haut responsable militaire du Cameroun n'avait déjà pas participé aux répétitions générales du défilé le 18 mai, ni à la réunion technique préparatoire présidée par le ministre de la Défense. Début mai, une rumeur annonçant son décès avait circulé sur les réseaux sociaux avant d'être démentie par le directeur du Centre hospitalier universitaire de Yaoundé, qui avait confirmé sa prise en charge puis sa sortie de l'établissement.

Sur le plan militaire, une grogne feutrée, rapporte Jeune Afrique s'était exprimée en amont des cérémonies : plusieurs gradés du Bataillon d'intervention rapide avaient dénoncé des détournements de primes et un manque de matériel, allant jusqu'à menacer de faire grève pendant les préparatifs. Les paiements n'ont été effectués qu'in extremis. Dans les régions anglophones, l'armée était sur le pied de guerre à Buea et Bamenda, avec des arrestations signalées à Ekona. Au plan politique, la participation de l'opposition est restée inégale. Le MRC de Maurice Kamto a été interdit de défilé dans plusieurs localités, tandis que le FSNC d'Issa Tchiroma Bakary a choisi le boycott. Enfin, Paul Biya, visiblement diminué à l'écran malgré les consignes données à la télévision nationale de limiter les plans sur lui, aurait récemment annulé un séjour médical en Suisse après une alerte des services de renseignements alliés, renforçant les interrogations sur son état de santé.

### Renforcement des liens avec le voisin tchadien

Au lendemain de la célébration, la coopération militaire entre le Cameroun et le Tchad a franchi un nouveau cap. En effet, à Yaoundé, le ministre camerounais de la Défense, Joseph Beti Assomo, a reçu son homologue tchadien, le général Issakha Malloua Djamous, pour une séance de travail axée sur les défis sécuritaires communs à la sous-région et la mise en œuvre de l'accord-cadre de défense bilatéral signé en septembre 2025. Cette rencontre s'inscrivait dans le prolongement direct des festivités du 20 mai, auxquelles un contingent de la Garde nationale et nomade du Tchad avait participé en tant qu'invité d'honneur du défilé. Ce faisant, les échanges ont porté sur le renforcement de la collaboration opérationnelle entre les deux armées, notamment face aux menaces transfrontalières et à l'activité de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, que les deux nations partagent sur plus de 1 100 kilomètres de frontière commune.

En fin de compte, la fête de l'Unité de cette année aura surtout mis en lumière un Etat camerounais dans le creux des ballottements au sommet du pouvoir, par ailleurs aux prises à des défis sécuritaires à ses frontières. Et dans ce contexte, il semble que le renforcement des partenariats régionaux apparaisse comme l'une des variables d'ajustement, les plus mobilisables, à la disposition de Yaoundé.

## Nigeria : La présidentielle approche, les défis sécuritaires persistent

### Timbuktu Institute - Semaine 3 - mai 2026

Au Nigeria, l'échéance de la prochaine présidentielle de janvier 2027 ne semble plus tellement loin, du moins, dans l'esprit des politiques. Alors que l'opposition se met déjà tant bien que mal en ordre de bataille, c'est au tour du pouvoir de hausser son rythme. En effet, le 24 mai, l'actuel président Bola Tinubu a été officiellement investi candidat du parti au pouvoir APC (All Progressives Congress), à l'issue de primaires internes qui n'ont été qu'une formalité. Face à un unique challenger, l'homme d'affaires Stanley Osifo, totalement inconnu du grand public, le président sortant n'a rencontré aucune résistance au sein de son parti. Son intention de briguer un second mandat n'avait d'ailleurs jamais été un secret : le chiffre 8 couché à l'horizontale - symbole de l'infini et de deux mandats de quatre ans - orne ses couvre-chefs depuis son arrivée au pouvoir en 2023.

Pour 2027, Tinubu part en position de force. L'APC contrôle désormais 31 des 36 États du pays, contre 21 en 2023, après une vague de ralliements de gouverneurs issus de l'opposition. Face à lui, se trouve une opposition éclatée et affaiblie qui n'a pas encore désigné ses candidats. Et pourtant, Tinubu doit défendre un bilan en demi-teinte. Si ses réformes économiques ont rassuré les investisseurs et relancé la croissance, elles ont aussi durement érodé le pouvoir d'achat des Nigériens : inflation dépassant 30 % en 2024, prix de l'essence quadruplés en quatre ans et taux de pauvreté passé de 56 % à plus de 60 % de la population selon la Banque mondiale. C'est donc sur ce bilan contrasté que se jouera, en grande partie, la présidentielle de 2027.

### Une singulière intensification de la menace de Boko Haram ?

Il est notoire que les défis sécuritaires doivent occuper, depuis deux décennies, les préoccupations centrales des différentes autorités du pays. Alors que le pays se dirige vers une nouvelle présidentielle, l'éclatante résurgence de Boko Haram n'est pas de nature à rassurer. Le 15 mai, des hommes armés avaient attaqué plusieurs écoles dans l'État d'Oyo, dans le sud du Nigeria, enlevant selon les sources entre 25 et 39 élèves âgés de 2 à 16 ans, ainsi que sept enseignants. Quelques jours plus tard, le 22 mai, l'armée nigériane a formellement attribué ces enlèvements à Boko Haram, précisant que le groupe djihadiste avait été chassé de ses bastions du nord du pays par des opérations militaires de grande envergure, le poussant à se replier vers le sud. Ce faisant, cet épisode illustre une dynamique inquiétante. En l'espèce, les succès militaires enregistrés dans le Nord-Est (où des frappes aériennes conjointes nigériano-américaines auraient fait 175 morts dans les rangs jihadistes en l'espace de quelques jours) ont l'air d'avoir pour effet pervers de déplacer la menace vers des régions jusqu'ici relativement épargnées.

Le même jour, donc aux premières heures du 22 mai, des terroristes présumés de l'ISWAP (Islamic State West Africa Province) ont lancé une attaque contre une base militaire avancée à Tungushe, dans l'État de Borno. Ils ont été repoussés après de violents échanges de tirs. Dans la foulée, les troupes de l'Opération Hadin Kai ont mené des opérations de ratissage aux alentours de 6h00, neutralisant selon les sources militaires au moins 15 insurgés. Armes, munitions, grenades et équipements abandonnés par les fuyards ont été récupérés sur le terrain. Les sources militaires font état d'un moral élevé au sein des troupes et d'une disponibilité opérationnelle intacte. Il apparaît ainsi au fond, que cette résurgence de la violence djihadiste rappelle que la sécurité restera, en 2027, un enjeu électoral autant qu'un impératif national.